

COVID-19 EN AFRIQUE : TRANSFORMER LA CRISE SANITAIRE EN TOURNANT

Secka GUÈYE

Université Cheikh Anta Diop - Dakar/ ARCIV

seckagueye@gmail.com

Résumé : Cet article est le prolongement de nos échanges avec les collègues et étudiants sur le thème, *Covid-19 en Afrique : transformer la crise sanitaire en tournant*. Notre visée, dans cette étude, est de consigner dans un article les idées, échanges et interrogations que nous avons eues depuis l'apparition du Coronavirus en Afrique, et que nous avons quotidiennement en tant que citoyen concerné par les difficultés que charrie la crise sanitaire en Afrique. Nous y avons développé la question naturelle de la pandémie, les accidents de la chaîne, et les perspectives de changement que cette crise va nécessairement induire. L'article présente ainsi les réflexions fondées sur les données scientifiques, sociales et politiques qui présentent la diffusion de la COVID-19 en Afrique, ainsi que les résultats des recherches empiriques réalisées à travers les médias.

Mots-clés : crise, virus, économie, perspective, politique, Afrique, impact

Abstract: This article is a follow-up to our discussions with colleagues and students on the theme: *Covid-19 in Africa: transforming the health crisis into a turning point*. Our objective in this study, is to note in an article the ideas, exchanges, and questions we had had since the outbreak of Coronavirus in Africa and we still have every day as citizens concerned about the hardships that the health crisis carries in Africa. We have developed in this article the natural issue of the pandemic, the chain's dysfunctions, and the change possibilities that the crisis is necessarily going to induce. The article shows then the ideas inspired by scientific, social and political data describing the spread of COVID-19 in Africa, and the outcome of empirical research carried out by the media.

Keywords: crisis, virus, economy, perspective, politics, Africa, impact

Introduction

Depuis décembre 2019 s'est développée, en s'accroissant, dans les cinq continents, une crise sanitaire qui a atteint son paroxysme au mois de Mai. Des documents scientifiques sont parus dans plusieurs revues pour donner une première esquisse dans la définition de la pandémie de la COVID-19. Quelques-uns parmi les plus actifs des virologues ont expliqué l'immensité de la menace que constitue la circulation du virus dans le monde. En effet, le taux de létalité n'a cessé d'augmenter à un rythme soutenu comme en attestent les chiffres fournis par les différents recensements menés jusqu'ici. Toutefois, nous n'allons

pas aborder dans notre étude le fond du débat scientifique au sujet du virus, mais ses conséquences en Afrique du point de vue social, économique et politique. Car l'opinion s'est répandue que l'ordre politique mondial serait renouvelé au sortir de cette crise et que le continent africain connaîtrait un destin neuf. Il faut rappeler tout de suite que l'Afrique s'est distinguée depuis des siècles par le contraste frappant entre l'immensité ou la diversité de ses ressources et la pauvreté qui comprime ses populations.

Dans cette étude, nous allons privilégier une approche empirique. Etant donné que les recherches effectuées jusqu'ici se fondent essentiellement sur des enquêtes. Les frais de telles investigations, contrairement à la théorie, sont considérables si nous voulons tirer des conséquences structurelles et d'organisation de l'ordre mondial à partir de simples vues théoriques ; il en résulterait pour notre étude les plus grands préjudices. Dans le contexte d'une telle conjoncture, l'on ne soulignera jamais assez qu'il ne s'agit pas de redessiner les clichés sur le continent africain mais d'y voir surtout un tournant décisif vers une restructuration socioéconomique. Nous allons donc nous éloigner de la spéculation effrénée dont Felwine Sarr nous avertissait dès le début de la crise sanitaire en Chine :

Les représentations négatives sur l'Afrique sont si ancrées qu'on ne prend même plus la peine de regarder la réalité. Et quand la réalité présente va à l'encontre des représentations, on les déplace alors dans le temps futur. Même si le continent s'en sort plutôt bien, il faut donc prédire une catastrophe. Tout, sauf admettre que l'Afrique s'en sort face au Covid-19. Actuellement, le nouveau narratif est d'affirmer qu'il n'y aura peut-être pas de catastrophe mais que nous allons mourir de faim à cause de la crise économique. Toujours la même image misérabiliste.

SARR (2020)

Les incertitudes liées à la gestion de la crise sanitaire, que les chercheurs partagent tous, tiennent tantôt aux implications qu'elle embrasse, tantôt à la forme qu'elle revêt. La première évidence remise en cause est le triomphalisme médical. L'on avait coutume d'opposer à la nature, la technique et la science, opinion étayée par la conviction profonde qu'il existe un ordre indépendant de l'homme. L'humanité s'est rendu compte que l'intelligence et la science ne sont pas devenues suffisamment vastes pour saisir toutes les lois matérielles et arriver au point suprême de la maîtrise de l'univers. Les cris de retour à la nature traduisent largement cette vision. A chaque fois que l'humanité a cru atteindre le mystère dernier de la nature, l'on n'a atteint qu'un mirage. Toutefois, le constat est définitif, la transformation de la nature est concomitante à celles de nos rapports aux éléments qui la composent. Ces évidences n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritent parce que l'on confond deux notions qu'il faut distinguer : le pouvoir et le triomphe. Le pouvoir signifie les diverses puissances envisagées de manière autonome : végétaux, minéraux, humain... Le triomphe exprime la fin de l'action dominatrice de l'homme sur la nature. Ce dernier n'a cessé d'agresser

la nature pour satisfaire les besoins de pouvoir à divers usages. Il faut juste constater que l'antagonisme des phénomènes naturels et artificiels, c'est-à-dire la césure entre les deux, est un postulat qui a pour corollaire la faiblesse de l'homme devant les pandémies. Ainsi, le monde humain est-il une course technoscientifique qui ne cesse de s'accélérer ? Ou convient-il de trouver dans cette crise sanitaire les ressources d'un tournant décisif pour le continent africain ? Dans quelle mesure la crise peut engendrer un nouvel ordre politique et économique en Afrique ?

L'articulation de l'ordre social et de l'ordre politique fait partie des questions qui s'imposent à nous de manière renouvelée. Il est indispensable de tenir pour établi que l'humanité s'est engagée dans un double mouvement historique, celui des états naturels, et celui des états politiques. La crise sanitaire apparaît dans un contexte social très préoccupant en Afrique. Elle s'ajoute à la dégradation écologique et la vétusté du plateau médical dans plusieurs pays africains. Une autre image, beaucoup plus froide mais à la portée symbolique immense, d'un autre type d'échec, celui qui consacre l'insuccès des politiques publiques et qui suscite en même temps une prise de conscience.

1. De la dégradation écologique à la crise sanitaire

Ce qui commande de façon si impérieuse une nouvelle prise en considération du déséquilibre dans le rapport de l'homme à la nature, ce qui impose la nécessité de repenser ce rapport, ce n'est pas la course effrénée des scientifiques, mais la révolution dans le comportement humain vis-à-vis de la nature. Nous sommes, aujourd'hui, confrontés aux conséquences des impacts environnementaux parce que le rythme de renouvellement des sciences assure leur expansion dans tous les domaines de l'activité humaine. La relation de la technique au réel ne met plus l'accent sur la centralité de l'humain mais sert plutôt les desseins des lobbies. Ce bouleversement dont nous sommes les acteurs ou les témoins confère une ampleur connue aujourd'hui, un péril nouveau lié aux activités par lesquelles les hommes agressent continuellement la nature. Il soumet, par la même occasion, l'humanité à des crises cycliques diverses. Un bouleversement de cette envergure ne dévoile pas seulement les fissures d'une pratique égoïste et irréfléchie de l'homme, il annonce pareillement les tendances dans l'impact environnemental. La première se dessine à travers la volonté de présenter les progrès techniques pour une panacée à tous les maux de l'humanité : le contrôle exercé sur la nature se substituant à la dépendance humaine de celle-ci aboutit à négliger l'impact négatif de notre action quotidienne. Cette tendance suppose que chaque état fonde son développement sur la surexploitation de son environnement. La science et la technique permettent à cet égard, aux pays d'accéder à une puissance artificielle, imposant au monde moderne un ordre technoscientifique, perpétuant l'aliénation des pays pauvres notamment ceux du continent africain. Des critiques mués par un grand dévouement à la cause de l'environnement, ont averti depuis longtemps déjà sur les conditions d'un nouvel avatar de la tyrannie de l'homme moderne. « La

nature et l'ampleur de la réponse au changement climatique vont être le facteur déterminant dans la santé des nations pour les prochains siècles. » estimait, fin 2018, le *Lancet countdown*, principal groupe international d'experts des interactions entre climat et santé. Un autre observateur intéressé par les liens entre la technique, la nature et la politique écrit :

La fortune des armes et la fortune tout court ont pris un visage différent et ne sauraient s'accomplir qu'en suscitant ou en amplifiant des antagonismes nouveaux. L'écart entre les possibilités créées et par les découvertes scientifiques et techniques et leur degré ou leur mode d'utilisation frappe d'abord. Le coup d'œil le plus rapide jeté sur les inventions déjà commercialisées et sur celles qui dorment dans les laboratoires suffirait à prouver que le fléau de la malnutrition, celui de la carence éducative, pourraient être enrayés rapidement. L'aménagement des villes et du territoire, la lutte contre la pollution de l'atmosphère et des eaux, un meilleur équilibre entre les divers facteurs de l'environnement, offriraient des champs de recherche suffisamment importants et absorbants pour les milliers de cerveaux qui sont actuellement occupés à imaginer un gadget ou à concevoir une arme encore plus meurtrière.

MOSCOVICI (1969, p. 93)

Outre cette tendance de rapporter les progrès techniques à l'amélioration des conditions d'existence de l'homme, instituant la conception d'une nature banale, il convient surtout de souligner la course à l'hégémonie non moins essentielle dans la surexploitation de l'environnement. L'on peut aussi entrevoir cette crise sur un autre plan. Les politiques sont préoccupés par la course à l'hégémonie, dans une direction inaugurée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La propension que cette situation traduit est le maintien de la prééminence de l'industrialisation sur les impératifs de préserver l'environnement. Il s'agit d'une vision des sociétés avancées selon laquelle les règles techniques sont assimilées aux règles politiques et économiques. C'est ce qui rend illusoires les projections des défenseurs de l'environnement. En suivant cette voie, l'on se prive de la possibilité d'équilibrer notre rapport à la nature, et surtout de relever les contradictions qui s'y font jour. Il faut dire que les pays africains participent faiblement à cette guerre contre la nature, et même quand ils y adhèrent c'est pour servir les desseins de grandes firmes multinationales. La crise sanitaire que nous vivons, aujourd'hui, doit nécessairement engendrer une nouvelle approche dans notre rapport à l'environnement en Afrique. La situation épidémiologique au moment où ces lignes sont écrites ne laisse aucune vue rassurante sur les pays africains, le fait indiscutable de l'impact de l'action humaine sur l'environnement laisse planer un malaise depuis plusieurs décennies. Un accord assez large peut s'observer chez les scientifiques sur l'impact direct de la dégradation de l'environnement sur la santé des populations : « La diversité des gènes, des espèces et des écosystèmes constitue le « tissu vivant » de notre planète et nous apporte

des ressources, des services, ainsi qu'un rempart efficace contre l'explosion des « hordes » microbiennes pathogènes. » (Courchamp, 2020).

Les dirigeants politiques sont obligés de réinventer leur modèle de coopération pour insister sur les propriétés spécifiques des processus d'acquisition de licences d'exploitation ; et surtout à concevoir, à partir du savoir-faire endogène, une évolution dans la gestion de nos ressources naturelles. Pour concevoir la conquête de la nature, il suffit de poser à priori une société dominée par des besoins. Pour les satisfaire, l'homme agit sur son environnement, et ce faisant, il le transforme parfois radicalement. Et au cours de ce processus les pays établissent entre eux des liens économiques politiques destinés à leur assurer l'appropriation d'énergies matérielles. Quel sens exact attribuer à l'exploitation de l'environnement dont nous sommes redevables ? Notre rapport à la nature doit-il être simplement réduit à l'accumulation d'énergies matérielles ? Les seules différences remarquées entre les sociétés auraient alors un aspect quantitatif.

De telles perspectives, plus que tout le reste, nous font comprendre concrètement la nécessité de l'organisation des forces productives, de leur métamorphose ou leur adaptation à de nouvelles dynamiques socioéconomiques en Afrique. Si l'on considère la richesse des sols africains, l'on peut croire que le continent doit forcément adopter une démarche, plus méthodique, plus sérieuse pour tirer tout le parti des sciences et des techniques en répondant à la nécessité de gestion de la nature par et pour les africains. L'essor de la science et le contexte de la crise de la Covid-19 obligent à un renouvellement méthodique de la gestion des ressources à la lumière de l'urgence de préserver l'environnement. Il faut dire que les politiques sont sur la première ligne dans ce combat dès lors que l'instrument institutionnel peut mener ou contraindre à une certaine rigueur qu'aucun mouvement citoyen ou groupe particulier ne serait disposé à faire. Consécutivement les firmes étrangères dépendent de politiques menées par nos états et se voient forcées de suivre leurs injonctions concernant le contrôle de la préservation de l'environnement. Les industries extractives sont souvent celles qui ont pour unique interlocuteur le gouvernement et lui sont subordonnées. Il faut préciser qu'aujourd'hui la Covid-19 a fini par détruire l'édifice imposant mais factice, du système sociopolitique occidental. L'on se rend compte que les divers secteurs de la vie sociale ont, du coup, perdu leur autonomie. La crise sanitaire s'intègre étroitement au corps des politiques gouvernementales, et y trouve parfois les raisons de la faillite des systèmes de santé. Les rapports capitalistes qui étaient confinés en grande partie, au secteur économique s'en trouvent erronés. Il faut dire que la surexploitation de la nature n'est pas à son premier échec, qu'on le regrette ou que l'on s'en félicite. Les épidémies frappent le monde de manière régulière depuis le Moyen Âge. Pour l'écologue Frank COURCHAMP (2020), « l'humain favorise lui-même ce genre de catastrophe en appauvrissant les ressources et en dégradant la biodiversité dont les parasites font partie intégrante. » Seulement si cet échec incombe en grande partie aux politiques, la perte reste collective. Elle traduit, à tous les niveaux, la confiscation

de l'avenir du monde par des lobbies multinationaux. Courchamp explique ces effets provoqués par les mécanismes du profit et en a déduit les conséquences :

Le fait, avant tout, que le principal expliquant la fréquence élevée d'épisodes infectieux au cours des dernières décennies est la crise de la biodiversité. La destruction des forêts tropicales et la sur exploitation des animaux qui y vivent favorisent la dissémination des virus en rapprochant la faune sauvage des animaux domestiques et, directement ou indirectement, des humains. En particulier la consommation et le trafic de viande de brousse (6 millions de tonnes par an pour l'Amazonie et le bassin du Congo), tout en vidant les forêts d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, mettent en contact hommes et espèces sauvages, ce qui augmente les probabilités de passage des microorganismes d'une espèce à l'autre.

Courchamp (2020)

Au fur et à mesure que les industries remplacent les forêts dans les paysages urbains, plusieurs espèces disparaissent et laissent place aux machines, ce qui change la structure et l'équilibre de l'écosystème. Les sociétés dépendent de moins en moins, pour ce qui leur est vital, de l'industrie naturelle, et repose de plus en plus sur le volume d'extraction des ressources fossiles. Ainsi, l'exploitation exagérée de la nature, à laquelle le monde continue à s'adonner au détriment de la respiration de l'environnement, est inséparable de la crise que connaît actuellement l'humanité. L'essoufflement de ces moteurs traditionnels commande une transformation structurelle de l'économie conformément aux conséquences du changement climatique. Des chercheurs ont souligné, à juste titre, les formes de dégradation environnementale en Afrique qui accompagnent l'évolution scientifique et la façon dont elle est façonnée sur un modèle occidental qui a montré ses limites. Les crises qui ont dernièrement surgi, affectant l'économie et la santé à l'échelle mondiale, mettent en lumière quelques déficiences du modèle de développement occidental. Et il faut rappeler ici que la place que les occidentaux concèdent à la science et la technique doit beaucoup à la lutte pour l'hégémonie absolue, et la crise nous a révélé que ces vues économiques et politiques sont simplement illusoires. Les revers qui en résultent doivent servir d'alerte au continent africain. En effet, il doit se réinventer loin du système occidental qui a fini par révéler ses failles. Justement, le retard de l'Afrique, du point de vue économique, explique son énorme potentiel naturel, et reste un avantage si les pays africains travaillent à ne pas s'inscrire dans la trajectoire du développement que les européens ou les américains ont tracé jusque-là. Prôner un modèle imitatif serait faire preuve d'une méconnaissance du mouvement historique et ignorer les leçons que nous devons tirer de cette crise sanitaire. En vérité, jusqu'à il y a environ 20 ans, la politique environnementale des pays occidentaux servait de modèle aux pays africains. Actuellement, la réflexion critique dans l'approche mondiale, est née de l'échec des occidentaux. Cet échec devrait réduire notablement l'influence de la pensée occidentale sur le modèle africain. Rapporter mécaniquement la structure économique occidentale,

est contraire à la fois à un point de vue social et à la conservation du potentiel environnemental. Soutenir, comme le font les politiques, que l'on doive construire notre économie en dehors de la préservation de l'environnement, suppose également une certaine naïveté.

Nous avons atteint le seuil auquel la crise s'installe et l'Afrique doit être une alternative. Dès lors l'éducation, la gestion des ressources et le dispositif politique de contrôle et de décision, doivent se remodeler impérativement. Étant donné l'alternative potentielle que le vieux continent peut offrir au monde, les pays africains doivent mener une réorganisation institutionnelle sans perdre de vue la régénération indispensable de ses moyens et ses rapports politiques avec les autres continents. Il faut surtout réduire les contradictions entre les tentations industrielles et le besoin impérieux de protéger la nature. Aujourd'hui, la conception d'une machine capitaliste composée uniquement en vue de produire, distribuer pour accumuler le plus de richesses tout en ignorant le capital humain et naturel, rencontre des limites. Désormais, nous devons revivifier le lien oublié, de l'humanité à la nature. Qu'on le reconnaisse ou pas, la cruelle facette du système capitaliste, longtemps cachée, se révèle au monde tout en engendrant de grandes crises sanitaires.

2. Le tournant politique et économique

Les systèmes sanitaires dans les pays africains ont été lourdement compromis par la crise de la Covid-19 et que le rapport aux faits s'est largement modifié depuis le mois de mars 2020, apparition de la maladie en Afrique. Le poids de l'existence tient désormais des faits et des réalisations plutôt que des doctrines politiques et des discours démagogiques. La gestion de la pandémie a su exprimer surtout la conscience d'un fait : la prépondérance aujourd'hui absolue, partout présente, des implications de la crise sanitaire. Si nous devons considérer celles-ci, seule une analyse franche permet le dépassement de prétendues thèses capitalistes et populistes longtemps ressassées et qui se sont écroulées dès l'avènement de la pandémie dans le monde. Ainsi, le premier constat que nous pouvons faire au sujet de la crise c'est que la torsion que le virus fait subir aux systèmes sanitaires et sociopolitiques est vigoureuse. Les deux versions, quant à la contamination – la vente d'animaux sauvages ... animaux à partir du marché de Wuhan, une erreur humaine à partir d'une manipulation –, engendrées par l'apparition de la Covid-19, replacent l'homme face à sa responsabilité. Pour l'économiste Felwine SARR la crise est mondiale et totale parce qu'elle touche tous les pays et n'épargne aucun domaine de l'activité humaine :

Nous habitons le même monde et partageons un destin commun. Cette crise est celle de l'anthropocène. Nous savons qu'elle résulte de nos modes de vie, de la dévastation de la biodiversité et de la réduction de l'habitat naturel d'espèces non humaines. Nul ne sera épargné des effets d'une crise climatique d'ampleur. La pandémie nous montre la nécessité radicale de changer notre rapport à l'écologie, la surconsommation et les excès économiques et industriels.

SARR (2020)

Il est certain que la perspective d'ensemble tracée ici par l'économiste sénégalais provoquera un malaise chez les capitaines industriels. Ils sont uniquement attentifs aux forces productives et sont enclins à ne souligner que les aspects positifs du progrès technique. La crise peut jouer un rôle important en aidant à comprendre en quoi, aujourd'hui, tout progrès révolutionnaire passe par le respect des normes écologiques ; en quoi il ne peut plus y avoir à l'avenir dans les sociétés industrielles avancées de transformation industrielle durable qui ne soit pas étroitement associée aux perspectives ouvertes de la COP21 (Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques). Rappelons la solution préconisée par les états signataires de la charte :

L'adaptation doit avoir comme objectif prioritaire de réduire les vulnérabilités, particulièrement des pays les plus touchés par les effets néfastes du changement climatique, notamment les petits Etats insulaires en développement, en particulier certains atolls du Pacifique, les pays d'Afrique, les pays les moins avancés, certaines grandes mégapoles en zone littorale, les zones et les pays de montagne, et de parvenir à un développement durable résilient aux changements climatiques.

COP21 (2015)

La perspective d'ensemble de grandes puissances industrielles ne traduit pas nécessairement les préoccupations des parties au protocole, clairement énoncées ici. Elles font toujours prévaloir la nécessité de la croissance ascendante. De fait aucun grand pollueur n'a encore suffisamment pris acte de l'une des plus grandes menaces naturelles que connaît l'humanité et qui bouleverse les habitudes. Il convient de rappeler, encore une fois, que ce qui nous semble important dans la crise sanitaire que connaît le monde, c'est l'aveu de la fragilité de l'humanité, et aussi de l'ensemble des secteurs qui composent l'économie. Le professeur Souleymane B. DIAGNE explique dans le quotidien *L'observateur* paru le 24 juin 2020 que :

La pandémie a montré qu'elle se moquait de la puissance. Ou plutôt elle a renvoyé ce qui mesure habituellement la puissance à son inanité. Le pays qui a le triste privilège d'être en tête pour le nombre de cas et de décès est le plus puissant du monde. Cela montre la nécessité de la solidarité humaine pour faire face à ce qui nous menace également. [...] C'est le moment de faire

advenir une politique de développement solidaire qui sera d'abord une politique sanitaire mondiale dont une condition est la lutte contre l'inégalité entre les nations et au sein de celles-ci.

Diagne (2020, p.4)

Il faut juste préciser avant d'aller plus loin qu'il n'est point question d'inciter la science à s'éloigner de sa vocation de multiplier les biens et services, mais l'inviter plutôt à œuvrer dans la direction d'une préservation des ressources naturelles. Toutefois, il convient aussi de dénoncer la naïveté qui refuse, surtout dans une société capitaliste, le développement coordonné ou concordé de l'industrie et de la nature. L'épanouissement de l'humanité est devenu, depuis quelques décennies, une source de tensions et d'antagonismes. Les capitalistes s'intéressent aux méthodes qui permettent de poursuivre fructueusement l'industrialisation de l'espace social ; les mouvements citoyens se battent pour une articulation entre celle-ci et le respect des normes écologiques. Ils sont très enclins à nous persuader que la pratique industrielle, les rapports socio-économiques, restent analogues au contexte démographique du monde depuis la chute du mur de Berlin avec la mondialisation. Ils s'abusent gravement, à ce sujet, puisque les politiques industrielles occidentales affectent considérablement la base de l'épanouissement de l'humanité : l'environnement. Une modeste capacité de discernement analytique nous instruit parfaitement sur l'antagonisme entre l'industrialisation galopante et les impératifs écologiques qui garantissent la sauvegarde de la nature. L'industrialisation a vraisemblablement son allure et ses règles, et c'est suivant ses besoins et ses capacités qu'elle s'adapte à quelques normes politiques édictées pour la préservation de l'environnement. La crise sanitaire qui a trouvé ses racines en Chine (Wuhan) s'est répandue très rapidement dans tous les continents du monde. L'Afrique n'échappe pas à la réalité de la mondialisation ; elle fait face à toutes les menaces qui affectent les sociétés occidentales. Les crises naturelles ont donné le signal depuis très longtemps. Elle doit surtout développer ses capacités d'absorption des phénomènes naturels qui menacent régulièrement les sociétés contemporaines. Les gouvernements gardent une marge de manœuvre, par rapport aux occidentaux, qui doit leur permettre de changer de paradigme et d'envisager le développement des pays africains à la faveur de la réduction des impacts environnementaux. La transition écologique qui exige ailleurs une profonde transformation de l'économie, est possible en Afrique si les bases de la révolution verte sont mises en évidence et prises en charge activement dans l'espace politique. Mais la tâche n'est pas facile. En effet, l'Afrique est menacée d'une part par la mondialisation, d'autre part par la pression conservatrice des multinationales occidentales. L'essoufflement de ces moteurs traditionnels commande une transformation structurelle de l'économie conformément à la conjoncture mondiale.

Pour sortir de la confusion entretenue autour d'un système politique affecté par la corruption et la prévarication, nous devons nécessairement aller vers une

sorte d'empiètement de l'État sur la société civile ; à ce qui pourrait être l'aube d'une ère nouvelle, les mouvements citoyens africains le réclament depuis déjà quelques décennies. Les exemples sont multiples : la Fédération des partis écologistes et verts de l'Afrique de l'Ouest se distingue par le combat pour l'institutionnalisation de l'écologie politique sur le continent. Il faut dire aussi que cette crise sanitaire confirme les liens entre sociétés. Elle révèle son importance si l'on tire les leçons qu'on lui confère. Il faut rapporter la crise à cette dimension pour mesurer l'entreprise qui réussit à en triompher. Nous ne devons pas nous arrêter sur les difficultés qu'implique le Covid-19. Ce ne sont pas là ses conséquences les plus graves, l'absence de mesures structurelles suscite des risques considérables qui compromettraient l'avenir du continent et tout son potentiel de développement. Il est vrai que les contours de la crise sanitaire restent toujours indéterminés pour le moment, ils doivent, cependant, être entourés par des précautions sérieuses à tout point de vue. Flore Gubert, directrice de recherche de l'IRD, note que

[...] s'il est difficile d'évaluer aujourd'hui avec précision l'impact économique de la pandémie de Covid-19, on sait d'ores et déjà que les mesures actuellement mises en œuvre dans un grand nombre de pays pour empêcher la propagation de la maladie (distanciation sociale, fermeture des marchés, confinement, interdiction des rassemblements, etc.) ont des incidences profondes sur les marchés du travail et, à travers elles, sur les conditions de vie des ménages.

Gubert (2020)

Il ne fait pas de doute que l'on pourrait encore convoquer d'autres voix autorisées qui avertissent sur les conséquences désastreuses qu'implique la situation épidémiologique. Les économies africaines sont menacées et la situation est préoccupante pour les travailleurs informels. La baisse drastique d'activité s'accompagne d'une hausse significative du taux de chômage et du sous-emploi. Les mécanismes conventionnels de protection sociale développés ailleurs par les gouvernements n'existent pas forcément en Afrique où, pas moins des trois quarts des emplois relèvent du secteur informel. Si l'on s'arrête sur le cas des travailleurs qui s'activent dans les secteurs les plus touchés (restauration, nettoyage, tourisme construction), la situation est assez comparable dans les agglomérations africaines. Les données montrent que la majorité d'entre eux ont des contrats précaires ou inexistantes. Il y a lieu de réfléchir sur la situation de cette proportion de travailleurs non négligeable qui pourraient tomber dans une grande précarité. La situation est d'autant plus alarmante que le volume des transferts envoyés par les migrants à leurs familles, restées en Afrique, risque de connaître une baisse considérable. Ainsi, « les mesures de confinement font craindre une forte progression de la pauvreté et des inégalités, et avec elle, une montée des tensions. » (GUBERT, 2020). La crise, en Afrique, présente des difficultés analogues à celles attribuées aux pays occidentaux. Certes, les parallèles sont nombreux entre les pays même si nous devons considérer

quelques spécificités. En Afrique, l'aporie reste l'économie informelle avec les acteurs du quotidien, ce qui rend le confinement impossible dans certaines villes africaines. Les options prises ne sont pas toujours justifiées, elles reflètent surtout des approches organisationnelles contestées qui distinguent les États africains. Ils sont en train d'apprendre à compter sur des initiatives locales, mais aussi et surtout sur la collaboration des populations. En parlant de celles-ci, nous devons relever les contradictions qui ont fait jour dans le confinement de certaines villes africaines. Nous pensons aux banlieues kenyanes et sud-africaines où les populations ont bravé le confinement par faute de nourritures ou de bien-être. Ils ont parfois préféré mourir du coronavirus plutôt que de mourir de faim. Le plan de confinement, dans beaucoup de pays, a surtout dévoilé la précarité des couches les plus vulnérables. Il est compliqué de respecter le confinement pour les plus précaires profits. Le commentaire de Souleymane B. Diagne révèle la double peine économique pour les pays africains :

La crise consiste à la gestion de deux logiques contraires : celle de l'urgence sanitaire qui continue de commander le confinement et celle de l'urgence économique signifiant, pour beaucoup, la simple urgence de survivre, qui commande d'ouvrir. Les gouvernements godillent entre ces deux logiques. »

Diagne (2020, p.4)

Il n'est point besoin d'apporter d'autres témoignages sur ce sujet. Ils concourent tous à prouver que les initiatives destinées à cerner le virus, leur contenu, témoignent essentiellement de l'échec des stratégies politiques dans la riposte contre le Covid-19. Cette crise a surtout révélé la très forte vulnérabilité des pays africains. Leur autonomie doit être un impératif vers la résilience de nos sociétés. La souveraineté économique passe par le développement d'une économie locale soutenue par une coopération entre pays africains. Cette condition équivaut à une mutation de toute la base du modèle de développement. C'est à partir de là que l'on peut engager un processus de renforcement des capacités de résilience de nos sociétés. L'épanouissement absolu de l'entreprenariat local, sans autre préalable que la protection juridique et la résorption de la dette intérieure, peut être placé au cœur de cette dynamique. Voici quelques étapes médiatrices nécessaires au développement d'un leadership africain qui va s'inscrire dans la souveraineté. En vérité, les incertitudes ont commencé à poindre dès l'instant que les occidentaux ont été dépassés dans la gestion de la crise sanitaire. Certains gouvernements ont systématiquement réquisitionné des matériels et des denrées au combien nécessaires dans la riposte.

La comparaison des initiatives, entre les pays, laisse entrevoir qu'en se tournant vers la motivation de ces politiques, la crise sanitaire renoue avec l'interrogation sur l'impact des choix politiques depuis les indépendances. La récurrence des échecs, échelonnés sur 60 ans d'indépendance, soulève un grand nombre d'ambiguïtés et de défauts chez les gouvernants. L'indépendance

politique n'a pas produit les conséquences socioéconomiques escomptées. « On a vu, lit-on dans *Pour mémoire : 1960, année de l'Afrique*, que

Les structures politiques, les formes institutionnelles héritées de la colonisation ne permettaient guère à l'Afrique de s'émanciper. L'héritage colonial a souvent constitué un facteur de blocage sur la route de l'indépendance réelle. Ensuite, les politiques suivies par les élites autochtones n'ont pas davantage permis aux pays naissants de négocier leur insertion au sein de l'économie mondiale. Qui faut-il blâmer ? Les torts sont évidemment partagés. Mais si les Africains veulent vraiment s'en sortir, c'est bien à eux qu'incombe aujourd'hui la responsabilité principale.

Hugeux (2010, p.50)

La crise sanitaire va accélérer le développement des revendications nationales dans les pays africains plus que partout ailleurs. Les aléas de la crise remettent en cause le choix des politiques socioéconomiques dans beaucoup de pays et vont engendrer peut-être une nouvelle conscience politique africaine. La vétusté des plateaux techniques et la faible capacité de prise en charge des malades du covid-19 font craindre un débordement du personnel soignant. Même si 81% des personnes infectées en Afrique ne développent pas une forme grave, la vitesse de la propagation risque de submerger les centres de traitement. Par conséquent, les gouvernements devront nécessairement repenser les systèmes sanitaires et aller vers un renforcement des filets de sécurité sociale (assurances chômage, assurances maladie, retraites...) qui protégeraient les plus pauvres. Toutefois, l'économie africaine repose essentiellement sur des acteurs informels qui ne paient ni impôts, ni cotisations sociales. Les fonds de solidarité mis en place dans beaucoup de pays africains ne permettent surtout pas d'asseoir une vraie sécurité sociale en Afrique.

En somme, si l'année 2020 semble résumer la plus grande crise sanitaire que l'humanité ait connue, elle présente cependant toute une série d'implications et doit conduire à une remise en question globale de l'attitude de l'homme vis-à-vis de son environnement immédiat. Le risque est de déformer la réalité de la crise du COVID-19 en occultant, en amont, l'effet du changement climatique et les réponses apportées par les états ; et, en aval, la nécessité radicale de repenser les approches de développement industriel, objet des études postmodernes. Voilà exprimé dans le langage de notre expérience quotidienne ce que l'on retient de la crise du COVID-19, lorsqu'elle laisse entrevoir le décalage entre la course à l'hégémonie et la préservation de l'environnement. Toutefois, elle devrait provoquer une prise de conscience qui consisterait surtout au retour à un ordre naturel au lieu d'un projet de nature humanisée. Ce choix privilégie également le cas de l'Afrique, puisque les contradictions, dans la gestion de la crise, sont encore plus manifestes ici, au risque de négliger la place du continent dans les dynamiques qui structurent l'avenir du monde. Cette crise a le mérite d'alerter les gouvernements africains sur le besoin de construire une vraie souveraineté, donnant ainsi une vision optimiste du processus de l'indépendance, au détriment

d'une émancipation inachevée ou des régimes despotiques qui charrient des crises violentes.

Conclusion

Pour conclure, nous rappelons qu'aucun pays n'échappe, aujourd'hui, aux tentacules de la pandémie en ce sens qu'elle bouleverse l'ordre socioéconomique mondial relevant essentiellement des politiques étatiques. Le trait remarquable est que les collectivités se différencient en fonction de leurs habiletés, de leur savoir-faire respectif et de leur action collective et multilatérale face aux changements climatiques. La crise continue de donner matière à réflexion à des chercheurs dans différents domaines d'exercice. Les vues sanitaires et économiques ne sont pas rassurantes. En effet, les prédictions promettent au continent africain des conséquences dévastatrices. Toutefois, l'Afrique n'est pas seule face aux péripéties de la crise ; mieux elle a une certaine avance sur les autres du fait que les gouvernements ont eu le temps de voir l'évolution de la maladie en Chine et en Europe et de se préparer en conséquence. Il convient de souligner que les pays africains devront, dans le long terme, redessiner la géographie économique. Celle-ci devra être assujettie à plusieurs conditions dont la plus fondamentale reste la protection de l'humain et de l'écologie. Cette crise doit être un tournant décisif pour changer radicalement le modèle de développement économique actuel qui nous expose à des crises récurrentes et accroît ainsi notre vulnérabilité. Felwine SARR rappelle fort justement qu'elle doit être « une opportunité historique pour les africains, de mobiliser leurs intelligences [...], de rassembler leurs ressources endogènes, traditionnelles, diasporiques, scientifiques, nouvelles, digitales, leur créativité... » (SARR, 2020). En Afrique comme partout ailleurs, les gouvernements doivent impérativement reconcevoir le modèle de développement à la faveur d'une économie circulaire tout en s'inscrivant dans une dynamique de réduction des impacts environnementaux.

Références bibliographiques

- Courchamp, F. (2020). Les virus sont une des forces majeures qui façonnent la biosphère. [En ligne], consulté le 10 juin 2020 sur URL : <https://lejournal.cnrs.fr/>
- Diagne, S. B. (2020). Interview avec Fallou FAYE, L'observateur n°5019, Dakar, Sénégal.
- Gubert, F. (2020). Covid-19 : les transferts d'agent de la diaspora souffrent aussi. *The conversation publié*. [En ligne], consulté le 20 avril 2020 sur URL : <https://www.lepoint.fr/>
- Hugeux, V. (2010). Afrique : "Paris est à court d'idées". *L'Express*, mercredi 30 juin 2010.

- Moscovici, S. (1969). Le marxisme et la question naturelle. *L'homme et la société, revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques*, Éditions Anthropos, 15, rue Racine-Paris 6. 93
- Rapport final de la Réunion parlementaire à l' occasion de la conférence des nations unies sur les changements climatiques, (6 décembre 2015), Paris (France).
- SARR, F. 30 Avril 2020. Interview TV5 MONDE, Oumy Diallo.
- The 2018 report of the lancet Countdown on health and climate change: shaping the health of nations for centuries to come. (392)10163, 2479-2514. [En ligne], consultable sur URL :<http://www.thelancet.com/>